

Le chambardement forcé de François Hollande

LE MONDE | 10.04.2014 à 11h01 | Par Thomas Wieder

Jamais François Hollande n'avait imaginé tout cela. Jamais il ne l'avait voulu. Changer de premier ministre au bout de seulement vingt-deux mois ? Ce n'était pas dans ses plans. Nommer Manuel Valls à Matignon ? S'il avait pu, il aurait fait un autre choix : le chef de l'Etat connaît trop son histoire politique pour savoir que la nomination d'un ambitieux à Matignon est toujours source d'ennui pour celui qui est à l'Elysée. Former un gouvernement resserré ? Pour lui qui aime les organigrammes étoffés, c'était se faire violence. Nommer Jean-Pierre Jouyet secrétaire général de l'Elysée, l'un de ses amis les plus proches, qui plus est ancien ministre de Nicolas Sarkozy ? Il s'y était refusé jusque-là, précisément pour ces deux raisons. Confier les clés du Parti socialiste à Jean-Christophe Cambadélis ? Voilà qui était impensable il y a deux ans.

« Camba », l'ancien strauss-kahnien qui, pendant des années, a mené la vie dure à François Hollande du temps où celui-ci dirigeait le PS. « Camba » qui, après l'arrestation de DSK à New York, avait soutenu la candidature de Martine Aubry à la primaire socialiste. « Camba » dont ni François Hollande ni Manuel Valls n'avaient voulu pour diriger le PS en 2012, lui préférant le plus docile Harlem Désir. « Camba » qui, dans un entretien au Monde, le 24 août 2013, avait perfidement déclaré : « *L'habileté politique de François Hollande ne suffit pas.* » Huit mois plus tard, voici donc ce même « Camba » à la tête du PS.

Face à ces changements en cascade, décidés en l'espace de seulement quelques jours, deux lectures sont possibles. L'une est positive. Elle consiste à voir dans cette série de décisions contraintes une prise de conscience, celle d'un homme qui, après vingt-deux mois d'exercice du pouvoir, se rend compte que le seul critère du confort ne peut présider au choix des hommes clés de son dispositif.

CONCOURS DE CIRCONSTANCES

Jean-Marc Ayrault, c'était cela. Il était d'une loyauté totale, il n'était à la tête d'aucun courant, il ne voulait pas devenir président, bref, il ne lui faisait pas d'ombre. Pierre-René Lemas, c'était cela aussi. Totalement dévoué à son chef, rond de caractère, le premier secrétaire général de l'Elysée du quinquennat avait l'abnégation nécessaire pour supporter une gestion de l'exercice du pouvoir pour le moins baroque.

A son arrivée à l'Elysée, François Hollande ne voulait pas d'un secrétaire général de l'Elysée tout puissant. Il voulait contrebalancer son pouvoir en mettant parfois en avant d'autres de ses collaborateurs. Plus d'une fois, il lui arriva de prendre des initiatives sans l'en informer, ou alors à la toute dernière minute. Pierre-René Lemas ne s'en plaignait pas, du moins pas publiquement. Il encaissait.

La même remarque vaut pour Harlem Désir. En 2012, le fondateur de SOS Racisme s'était retrouvé à la tête du PS par un concours de circonstances qui était surtout un choix par défaut. Martine Aubry s'en allait, il fallait lui trouver un successeur, et

François Hollande ne voulait surtout pas de Jean-Christophe Cambadélis en qui il n'avait aucune confiance. Les hommes forts du gouvernement se mirent alors à la manœuvre pour trouver une solution.

Manuel Valls, Pierre Moscovici, Vincent Peillon, Stéphane Le Foll, la « bande des quatre » disait-on à l'époque. C'est ce quarteron de circonstance, appuyé en sous-main par François Hollande, qui fit d'Harlem Désir le premier secrétaire du PS. Propulsé par d'autres, celui-ci se trouvait dès le départ très affaibli. Mais le président de la République, à l'époque, s'en satisfaisait pleinement : avec un tel homme à la tête du parti, c'était l'assurance d'avoir un PS docile. Il aura donc fallu la débâcle historique essuyée par la majorité aux élections municipales pour faire prendre conscience au chef de l'Etat que le choix du confort avait ses limites. Un de ses vieux amis en convient : « *En dix jours, Hollande est passé de la présidence gestionnaire à la présidence guerrière.* » Acculé de tous côtés, fragilisé de toutes parts, François Hollande s'est donc résolu à muscler son dispositif en nommant des hommes forts aux postes clés.

ÉTAT DE FAIBLESSE

Mais chacune de ces nominations en dit long sur l'état de faiblesse du chef de l'Etat en même temps qu'elle est porteuse d'ennuis potentiels. C'est l'autre lecture, négative celle-là, que l'on peut faire de la séquence.

Manuel Valls à Matignon, chacun voit le risque. François Hollande fait le pari que s'il réussit, lui-même en bénéficiera. C'est possible. Mais pour lui, c'est aussi un terrible aveu d'échec. Si l'ancien maire d'Evry est aujourd'hui premier ministre, c'est parce qu'il est crédité des qualités dont le chef de l'Etat, aux yeux de nombre de Français, est dépourvu – au premier chef l'autorité et la clarté. Manuel Valls, c'est aussi un pari politique. Même s'il police son discours, ce qu'il a fait mardi 8 avril dans sa déclaration de politique générale, le premier ministre reste aux yeux de beaucoup de socialistes un quasi apostat. Il est celui qui, pendant des années, n'a cessé de vouloir briser les dogmes.

Son arrivée à Matignon a provoqué le départ des Verts du gouvernement et la fronde d'une petite centaine de députés socialistes. Plus que jamais, les parlementaires sont prêts à se montrer indociles. Jean-Pierre Jouyet à l'Élysée, c'est aussi le signe qu'un autre bras de fer s'engage. Pas contre la majorité celui-là, mais contre Bruxelles. D'ici quelques jours, la France va présenter son programme budgétaire pour les trois prochaines années.

On sait déjà que celui-ci s'écartera de la « trajectoire » fixée à l'origine, et que Paris souhaite une fois de plus obtenir un délai supplémentaire pour réduire ses déficits. François Hollande sait que la partie n'est pas facile. C'est aussi pour cela qu'il a fait appel à son vieil ami Jean-Pierre Jouyet, ancien collaborateur de Jacques Delors à la Commission européenne, ancien secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes. Politiquement, le choix est risqué : il ne manquera pas d'alimenter les soupçons de l'entre-soi, l'homme ayant été le condisciple de François Hollande à l'ENA ; il ne manquera pas non plus de faire grincer des dents à gauche, Jean-Pierre Jouyet ayant été ministre de Nicolas Sarkozy. Mais le chef de l'Etat est prêt à prendre ce risque. Il estime qu'il ne peut faire autrement.

Peu importe que son premier ministre rêve d'être à l'Elysée à sa place. Peu importe que le premier secrétaire du PS soit un homme qui l'a toujours critiqué. Peu importe que son plus proche collaborateur ait été ministre dans un gouvernement de droite.

Le chef de l'Etat disait qu'il voulait « enjamber » comme si de rien n'était les élections municipales. Elles l'ont obligé à tout remanier. Et à façonner un dispositif de combat dont l'objectif est celui de la reconquête en vue de 2017.